

Remaniement : les acteurs du secteur désabusés, après sept ministres en sept ans

RAPHAËLLE MURIGNIEUX | 4 MIN | 17/01/2024 0 commentaires



Photo : Wikimedia Commons/Gérald Garitan



Après le remaniement du 11 janvier et le départ d'Aurore Bergé, les acteurs du grand âge se montrent inquiets et déçus de cette absence de stabilité ; et de devoir repartir de zéro dans un contexte de grande urgence pour le secteur.

Et de sept : dans les prochains jours, un nouveau ou une nouvelle secrétaire d'Etat ou ministre délégué.e à l'Autonomie devrait être nommé.e, pour porter l'autonomie et les solidarités au sein du grand ministère confié à Catherine Vautrin (Les Républicains), le ou la septième en sept ans.

Une nouvelle tête à qui il faudra, à nouveau, tout réexpliquer, soupirent les représentants des fédérations. « C'est autant de retard pris pour le secteur qui a besoin de mesures urgentes », souligne Marie-Reine Tillon, présidente d'Una.

Départ d'Aurore Bergé, continuité ou coup d'arrêt ?

D'autant qu'un très bon travail avait été entamé avec Aurore Bergé, rappelle le président d'Adédom Hughes Vidor. « Nous avions fondé beaucoup d'espoir dans la ministre », acquiesce Véronique Besse, vice-présidente de l'Unccas en charge des seniors.

L'ancienne ministre avait notamment reçu l'ensemble des fédérations le 5 janvier pour évoquer la loi de programmation et d'autres mesures, dont une campagne massive de communication sur les métiers en parallèle de Parcoursup.

Avait aussi été abordés la situation des Ehpad, les difficultés financières et de recrutement des ESMSS, la réforme de la tarification à domicile, relate le directeur général de l'Uniopss Daniel Goldberg.

« Le départ d'Aurore Bergé du ministère des Solidarités et des Familles, alors même qu'elle venait d'initier la loi de programmation Grand âge, laisse la Fnaapa dubitative sur l'engagement du Président de la République face aux défis du vieillissement », résume la fédération dans un communiqué.

Le président de l'AD-PA Pascal Champvert espère pour sa part que l'ancienne ministre s'empare de la lutte contre l'âgisme dans le cadre de ses nouvelles fonctions de ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les Discriminations.

Travail, santé et solidarités ?

Si les représentants du secteur saluent la nomination de Catherine Vautrin, qui a occupé entre 2004 et 2005 les fonctions de secrétaire d'Etat aux Personnes âgées, ils restent sceptiques sur le périmètre du nouveau ministère, qui rassemble le travail, la santé et les solidarités.

D'autant que le terme « solidarités » passe souvent à la trappe quand la ministre est présentée dans la presse, grince Hugues Vidor.

Le président de la Fesp Brice Alzon ne cache pas non plus sa déception : « Je pense qu'on méritait mieux qu'un secrétaire d'Etat dans cet énorme ministère ». Notamment car il estime que les services à la personne font figure de « dernière roue du carrosse, derrière la santé, puis les Ehpad, et s'il reste un peu d'argent, le domicile ».

Certains veulent cependant y voir un signe positif : « le ministère remonte dans l'ordre protocolaire (il passe de la 14e à la 3e place NDLR) », observe Marie-Reine Tillon. « Peut-être est-un signe que le sujet remonte dans les priorités du gouvernement ? »

« Il est temps d'avoir un pilote dans l'avion » (Julien Jourdan)

Reste désormais à attendre la nomination des ministres délégués... si elle arrive. Pour la santé, c'est Agnès Pannier-Runacher qui devrait tenir ce rôle, [d'après France Info](#). Mais pour les solidarités, rien n'a fuité.

« C'est un peu curieux, cette manière de nommer les ministres au fil des rumeurs dans la presse », commente Marie-Reine

« Le secteur entendrait mal qu'il n'y ait pas de ministre délégué à l'autonomie et aux familles », avertit Julien Jourdan, directeur général de la Fédésap.

Certains évoquent Marie-Anne Montchamp, d'autre Annie Vidal, Monique Iborra ou encore Astrid Panosyan. « En tout cas, quelqu'un qui connaît bien le secteur », espère Pascal Champvert.

Pour Véronique Besse, un élu local, proche du terrain et des attentes des Français, qui connaissent les rouages du secteur (tutelles, financements...) aurait le profil idéal.

D'autres souhaitent avant tout une personne « très proche du président de la République et du Premier ministre », ou a minima quelqu'un « qui se saisit vraiment du sujet, qui nous écoute », une personne « pragmatique, en capacité à suivre les dossiers sur le long terme et d'obtenir des arbitrages ».

Car « tous les arbitrages sont au niveau de Matignon et de l'Elysée, c'est là notre défaillance » commente Julien Jourdan. « Il nous faut un ministre qui ait les coudees franches pour avancer ».

Des réponses fortes... et rapides

Qui que ce soit, il faudra démarrer vite. Un rendez-vous avec le cabinet Bergé était prévu le 22 janvier pour avancer sur la loi de programmation, mais personne ne sait s'il sera maintenu. Les discussions sur la proposition de loi bien vieillir doivent quant à elle débiter le 30 au Sénat.

Mais au-delà de ce calendrier incertain, il y a urgence, martèle l'ensemble des fédérations.

La Fédésap enregistrait ainsi au premier semestre 2023 plus de défaillances d'entreprises qu'en 2022, et quatre fois plus qu'en 2021. Du côté de la Fesp, Brice Alzon estime à 25 % le nombre des adhérents qui ont déposé le bilan l'an passé, contre 10 à 12 % habituellement.

« Tous les jours, nous recevons des appels pour des demandes d'heures que nous ne pouvons honorer, faute d'intervenants », alerte-t-il.

Il ne s'agit donc pas de « retomber dans l'apathie », met en garde Hugues Vidor, ni « d'empiler des réformes pour créer un système ingérable, système dans lequel nous sommes déjà », prévient Marie-Reine Tillon.


Au contraire, il faut changer de paradigme, ajoute Pascal Champvert.

« Notre système est mort, il faut passer à autre chose », conclut Marie-Reine Tillon. Et vite.

Partager cet article



Masquer les commentaires (0)

 **Votre message**


Champs de saisie

[→ POSTER MON COMMENTAIRE](#)

Sur le même sujet



ACTUALITÉ EDITO

 ACTUALITÉ POLITIQUE

7 ministres en 7 ans et 1 engagement de Gabriel Attal

ANNIE DE VIVIE | 2 MIN | 17 JANV. 2024